

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q2/CZE/12

6 novembre 1996

(96-4687)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Réponses de la République tchèque¹ aux questions de la Turquie²

La Mission permanente de la République tchèque a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 30 octobre 1996.

Question 1

En quoi consiste le pouvoir de "déterminer librement" les modalités de la subvention reconnu (page 2) à la Société de garantie et d'assurance des crédits à l'exportation (EGAP)? Les autorités tchèques pourraient-elles donner des détails à ce sujet?

Réponse

Le système de péréquation des intérêts visant à compenser les écarts entre les taux débiteurs étrangers des exportateurs et le coût du refinancement par les banques commerciales nationales avait pour objet d'amortir les coûts considérables encourus par les exportateurs et de permettre à ceux-ci de rester compétitifs.

Les principales conditions requises pour être admis à bénéficier de ce programme ont été approuvées par le Ministère des finances. La Société de garantie et d'assurance des crédits à l'exportation (EGAP) était chargée de l'administration du programme. Elle déterminait si les demandes étaient conformes aux critères requis pour être admis à bénéficier d'un soutien officiel et procédait au calcul de la subvention. Le Conseil d'administration de l'EGAP (composé de représentants du gouvernement) était habilité à décider du versement de la subvention et le Directeur avait le pouvoir de décider librement de l'octroi de sommes peu importantes.

Le montant de la bonification d'intérêt a toujours été transféré *a posteriori* de façon à disposer de preuves évidentes du coût réel des emprunts et du coût réel des prêts pour chaque demandeur. Pour la détermination du taux du prêt, le plancher était fondé sur le taux d'intérêt commercial de référence (TICR) qui s'appliquait en vertu du consensus de l'OCDE. Les taux de l'OCDE servaient de base au calcul de la subvention, même lorsque les exportateurs accordaient des crédits assortis de taux d'intérêt inférieurs aux TICR applicables. D'une manière générale, les subventions étaient calculées et versées

¹G/SCM/N/3/CZE.

²G/SCM/Q2/CZE/6.

sur une base annuelle, c'est-à-dire fondées sur les taux d'intérêt réels liés au financement des différents contrats.

Question 2

Au point 5 de la page 3, le gouvernement tchèque indique à qui et comment la subvention sous forme de garantie de l'Etat pour des prêts bancaires est accordée. La République tchèque pourrait-elle préciser ce qu'il faut entendre par décision discrétionnaire du gouvernement en matière de garantie d'Etat pour des prêts bancaires?

Réponse

Le programme prévoit des garanties de l'Etat pour les emprunts effectués par des entreprises relevant de certains secteurs qui ont des incidences et une importance nationales - infrastructure, protection de l'environnement et industrie (comme la désulfuration des centrales au charbon ou l'amélioration du réseau de télécommunication).

Question 3

A propos du point 7 de la page 3, comment l'échéance des crédits garantis est-elle déterminée dans le cadre du Programme de garantie de prêts par l'Etat? Veuillez préciser la durée de ce programme.

Réponse

Jusqu'à la fin de 1994, 12 projets ont bénéficié de la garantie d'Etat pour les prêts bancaires, dont trois étaient des projets nouveaux. La durée des garanties variait selon la nature des projets et l'échéance des crédits garantis.

Question 4

A propos du point 5 de la page 4, en ce qui concerne les considérations auxquelles l'octroi de la subvention est subordonné, la délégation tchèque pourrait-elle préciser ce qu'il faut entendre par l'expression "intérêt social du projet"?

Réponse

Pour évaluer l'"intérêt social" d'un projet on détermine s'il sert à faire avancer d'autres branches de la science et de la technologie, si les résultats pourraient servir à la recherche fondamentale ou à la recherche appliquée et si le projet pourrait favoriser le progrès technique ou contribuer à la solution de problèmes nationaux.

Question 5

Dans le cadre du Programme de promotion des petites et moyennes entreprises, la Banque de garantie et de développement de la Bohême-Moravie décide librement des modalités de la subvention (point 5 de la page 8). Les autorités tchèques pourraient-elles indiquer les critères spécifiques, s'il y en a, selon lesquels ce pouvoir de libre décision est exercé et préciser la situation des sociétés d'origine étrangère à cet égard?

Réponse

Le programme de promotion des petites et moyennes entreprises a pour objet de soutenir la création et le développement de ces entreprises, de consolider leur situation économique et de leur faciliter l'accès au crédit. Il comporte diverses modalités d'aide, dont les plus importantes sont les garanties au niveau des prix et la bonification des taux d'intérêt.

Le programme s'adresse aux petites et moyennes entreprises qui ont leur siège en République tchèque. Il n'est pas fait de discrimination entre elles ni de distinction entre divers régimes de propriété. La Banque de garantie et de développement de la Bohême-Moravie est chargée d'administrer le programme, sous l'égide du Ministère de l'économie. Elle est habilitée à décider de l'octroi de l'aide sous réserve que les conditions et critères requis pour différents sous-programmes soient remplis, et en fonction du nombre de projets soumis et de leurs qualités, ainsi que des possibilités financières du programme.